

Sahel, en  
Afrique de  
l'Ouest et au  
Cameroun

Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire  
aiguë courante en Octobre-décembre 2019 et  
projetée en juin- août 2020

Créé en : Novembre 2019

### Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire.



#### Consommation

**alimentaire :** relativement bonne dans la région en période courante du fait de la période des récoltes qui favorisent la disponibilité et l'accès à l'exception des zones affectées par les crises sécuritaires et économiques. Une détérioration de la consommation alimentaire est attendue durant la période de soudure, si les actions appropriées ne sont pas mises en œuvre.

#### Evolution des moyens d'existence



Les avoirs relatifs aux moyens d'existence sont globalement préservés dans la région. Toutefois, la persistance des conflits et l'inflation galopante (Sierra Leone, Guinée) entraînent l'érosion des moyens d'existence.



#### Mortalité :

globalement acceptable à l'exception du Tchad où 6 régions présentent des taux supérieurs au seuil d'urgence dû en grande partie par une épidémie de rougeole.



#### Nutrition :

persistance de fortes prévalences, de la malnutrition aiguë, supérieures au seuil d'alerte (10%) notamment au Niger, au Mali, au Nord Est du Nigeria et particulièrement au Tchad et en Mauritanie, où dans certaines zones les prévalences dépassent le seuil d'urgence de 15%. La forme sévère de la malnutrition aiguë dépasse le seuil d'urgence de 2% dans la majorité des zones enquêtées.

La campagne agricole est globalement satisfaisante et les prix des produits alimentaires sont stables avec une tendance à la baisse dans la plupart des pays. Toutefois, cette situation globale cache d'importantes disparités, liées notamment à des chocs ayant affecté directement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

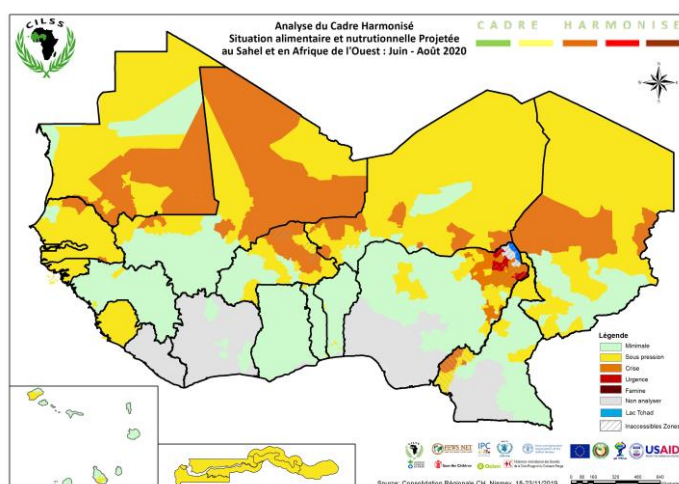
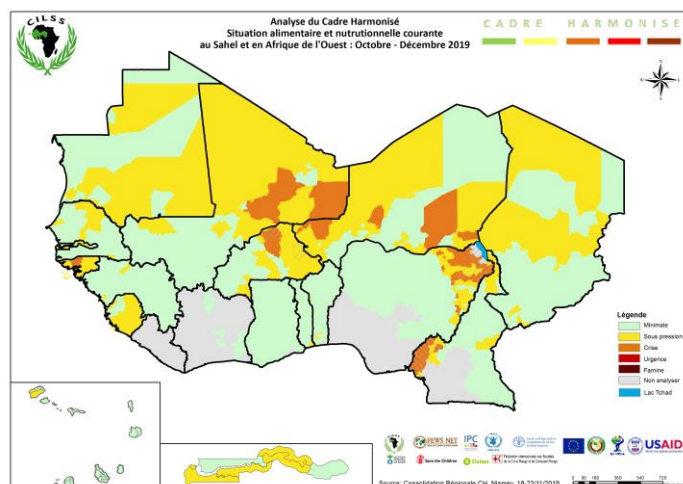
Il s'agit notamment d'une dégradation de la situation sécuritaire qui a occasionné une augmentation significative des déplacements de population (3,3 Millions de personnes déplacées internes et 874 000 réfugiés au total dans la région, en fin octobre 2019), des contraintes d'accès à la terre et aux zones de pâturage ainsi que des perturbations liées au fonctionnement et à l'accessibilité aux marchés et la conduite des activités génératrices de revenus. Des poches de déficits pluviométriques et/ou des inondations ont également été observées, par endroit, affectant négativement la production et la disponibilité fourragère.

La période allant d'octobre à décembre 2019 correspond à la période post-récolte dans la plupart des zones agro-climatiques de la région. En dépit de l'assistance humanitaire et alimentaire apportée aux populations vulnérables, sur un total de 282 millions de personnes vivant dans les zones analysées, 791 000 personnes (0,3 %) sont en situation d'urgence (Phase 4 du CH) et 9 986 000 personnes (3,5 %) sont en phase de crise (Phase 3 du CH). Au total, 10 777 000 personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun, sur la période octobre-décembre 2019.

Pendant la période de soudure, allant de juin à août 2020, le nombre total de personnes en insécurité alimentaire aiguë sévère pourrait atteindre 15 476 000, soit 5,5% de la population totale analysée.

Les personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate pour sauver leurs vies, réduire leurs déficits de consommation alimentaire en quantité et en qualité, protéger leurs moyens d'existence et prévenir la malnutrition particulièrement chez les enfants de moins de cinq ans.

## Cartes courante et projetée



## Principaux résultats

Au total, 922 zones (unités administratives) ont été analysées sur l'ensemble des 17 pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Par manque de données répondant aux normes du CH, 56 zones n'ont pas été analysées.

### SITUATION COURANTE : Octobre – décembre 2019

Au cours de la période courante, 46 des 922 zones analysées sont classées en phase crise (Phase 3) et aucune zone en urgence (phase 4) ou en famine (phase 5). Pendant la période courante (octobre – décembre 2019), les résultats d'analyse font ressortir environ 10,8 millions de personnes identifiées en phase crise à pire dans l'ensemble des 17 pays analysés dont plus de 4 millions au Nigeria, environ 1,5 millions au Niger, 1,4 millions au Cameroun et 1,2 millions au Burkina Faso. On retrouve des populations en urgence au Nigéria (396 000), au Cameroun (172 000), au Niger (86 000), au Mali (39 000), au Burkina (28 000), en Mauritanie (28 000) et au Tchad (20 000). Le détail par pays est indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1 : estimation des populations par phase en situation courante : Octobre - décembre 2019

Pays	Population totale	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	8 098 600	7 278 777	794 887	24 936	-	-	24 936
Burkina Faso	21 398 997	16 570 766	3 609 153	1 190 713	28 366	-	1 219 079
Cabo Verde	481 155	408 835	62 449	9 871	-	-	9 871
Cote d'Ivoire	2 527 725	2 276 160	243 621	7 944	-	-	7 944
Gambie	1 961 480	1 331 041	442 875	187 564	-	-	187 564
Guinée Bissau	1 276 307	818 320	326 817	128 665	2 505	-	131 170
Guinée	10 259 827	9 288 403	899 008	72 416	-	-	72 416
Ghana	28 552 702	26 437 630	2 049 427	65 645	-	-	65 645
Mali	20 537 000	16 952 610	2 936 061	609 574	38 756	-	648 330
Mauritanie	4 173 047	3 188 160	656 926	271 040	28 188	-	299 228
Niger	21 844 976	15 940 247	4 459 824	1 358 827	86 078	-	1 444 905
Nigeria	103 361 594	84 599 413	14 737 899	3 626 782	395 679	-	4 022 461
Sierra Leone	8 065 730	5 095 626	2 622 169	340 116	7 818	-	347 934
Sénégal	13 153 814	10 642 763	1 806 395	348 021	11 625	-	359 646
Tchad	14 675 363	11 894 890	2 216 298	543 851	20 324	-	564 175
Togo	5 575 100	5 053 098	518 822	3 180	-	-	3 180
Sous-total Sahel et Afrique de l'Ouest	265 943 417	217 776 739	38 382 631	8 789 145	619 339	-	9 408 484
Cameroun	16 121 123	10 904 242	3 848 509	1 196 624	171 748	-	1 368 372
<b>Total</b>	<b>282 064 540</b>	<b>228 680 981</b>	<b>42 231 140</b>	<b>9 985 769</b>	<b>791 087</b>	-	<b>10 776 856</b>

## FOCUS SUR LA SITUATION DANS LES CAMPS FORMELS DE DEPLACES ET REFUGIES AU NIGERIA ET AU NIGER

Du fait de leur vulnérabilité, liée aux conditions de vie dans les sites formels, les populations dans les camps de déplacés et réfugiés de la région doivent faire l'objet d'une attention particulière. L'absence d'accès aux moyens d'existence empêche ces populations de pouvoir couvrir de manière autonome leurs besoins alimentaires et sont en conséquence totalement dépendantes de l'assistance alimentaire. Malgré les efforts concertés des partenaires, on retrouve cependant une situation de déficit de consommation alimentaire importante. En effet, dans les camps formels analysés au Nigeria, on estime à 262 000 le nombre de personnes en phase de crise à pire d'insécurité alimentaire et nutritionnelle parmi les 680 000 déplacés internes vivant dans des sites répartis dans neuf LGAs de l'Etat de Borno. Par ailleurs, il a été également identifié environ 17 000 personnes dans une situation similaire parmi les 70 000 réfugiés maliens installés dans cinq camps formels au Niger (tableau 2).

Pays	Population totale	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3 à 5
Camps de PDI au Nigeria	680 096	167 507	250 638	261 951
Camps de réfugiés au Niger	70 381	28 288	24 610	17 482

Ces chiffres prouvent qu'il y a un besoin urgent de revoir les modalités et stratégies d'intervention puisque les populations de ces camps dépendent exclusivement de l'assistance alimentaire et humanitaire.

### SITUATION PROJETEE : Juin - août 2020

Pendant la période projetée, il est attendu que la situation alimentaire et nutritionnelle se dégrade dans la région. C'est ainsi que 104 zones ont été classées en crise (Phase 3) et 4 zones en urgence (Phase 4) dans l'Etat de Borno au Nigeria (Bama, Nganzai, Magumeri et Mobbar).

Pendant la prochaine période de soudure allant de juin à août 2020, près de 15,5 millions de personnes (tableau 3) seront touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 17 pays analysés. Dans 6 pays le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait le million avec : plus de 5,9 millions au Nigéria, 1,9 millions au Niger, 1,8 millions au Burkina Faso, 1,1 millions au Mali, 1,1 millions au Tchad et 1,1 millions au Cameroun. L'urgence alimentaire et nutritionnelle toucherait un nombre important de personnes au Nigeria (655 000), au Niger (114 000), au Mali (112 000), au Cameroun (107 000), au Burkina Faso (80 000) mais également en Mauritanie (67 000), au Tchad (63 000) au Sénégal (40 000), au Sierra Leone (24 000) et en Gambie (20 000)

Pays	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	7 332 399	752 512	13 689	-	-	13 689
Burkina Faso	15 025 088	4 587 281	1 706 327	80 301	-	1 786 629
Cabo Verde	405 622	65 521	10 012	-	-	10 012
Cote d'Ivoire	2 298 452	225 301	3 972	-	-	3 972
Gambie	924 729	706 611	310 525	19 615	-	330 140
Guinée Bissau	925 570	271 769	78 968	-	-	78 968
Guinée	8 903 876	1 213 448	142 504	-	-	142 504
Ghana	26 726 375	1 804 615	21 712	-	-	21 712
Mali	15 641 453	3 778 546	1 005 003	111 998	-	1 117 001
Mauritanie	2 764 040	799 826	542 194	67 492	-	609 686
Niger	14 205 412	5 707 025	1 818 237	114 303	-	1 932 539
Nigeria	79 832 077	17 577 110	5 292 507	655 447	-	5 947 954
Sierra Leone	4 135 111	3 396 388	510 151	24 080	-	534 232
Sénégal	9 850 373	2 579 602	683 077	40 762	-	723 838
Tchad	10 732 745	2 830 506	1 048 819	63 293	-	1 112 112
Togo	5 034 933	534 221	5 946	-	-	5 946
Sous-total Sahel et Afrique de l'Ouest	204 738 255	46 830 282	13 193 643	1 177 291	-	14 370 934
Cameroun	10 964 092	4 051 830	997 838	107 363	-	1 105 201
<b>Total</b>	<b>215 702 347</b>	<b>50 882 112</b>	<b>14 191 481</b>	<b>1 284 654</b>	-	<b>15 476 135</b>



### DANGERS ET VULNERABILITE

La période d'analyse est marquée par différents chocs qui ont affecté la situation alimentaire et nutritionnelle des personnes dans la région, notamment l'insécurité civile, les aléas climatiques et les conditions économiques. Ces chocs expliquent, en grande partie, la détérioration de la situation constatée, par rapport à l'analyse de novembre 2018.

**La situation sécuritaire délétère** a occasionné des déplacements de population notamment au Burkina Faso, au Mali, au Cameroun, au Nigeria, au Niger et au Tchad. Ces personnes déplacées ont été majoritairement accueillies au sein de communautés hôtes. Il est important de noter que depuis le début de l'année les déplacements ont augmenté de manière significative, en particulier au Burkina Faso et au Mali. Cette situation accroît la pression sur les ressources alimentaires et les moyens d'existence au niveau des localités d'accueil. Dans certains cas, le déplacement massif du bétail augmente la pression sur les ressources fourragères et en eau et exacerbe les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les tensions intercommunautaires induites ont fragilisé les liens sociaux et accentué ces mouvements de population. Par ailleurs, des personnes déplacées sont contraintes de vivre dans des sites/camps. Les besoins humanitaires de ces personnes déplacées dans les sites formels ne sont pas totalement couverts. La situation des réfugiés en général, et en particulier, des réfugiés maliens dans les sites/camps au Niger, demeure préoccupante. La fermeture officielle des frontières terrestres du Nigeria avec le Niger et le Bénin a perturbé les flux commerciaux des biens alimentaires et non alimentaires dans les zones frontalières.

**Des déficits pluviométriques et/ou des inondations**, enregistrés dans certaines zones, ont eu un impact négatif sur les productions agricole et fourragère. Des baisses significatives de productions agricoles ont été observées au Sénégal, en Gambie, en Sierra Leone, au Cap Vert. Par ailleurs, des déficits importants de biomasse ont été notifiés au Nord du Sénégal, au Sud-Ouest de la Mauritanie, à Diffa au Niger et dans la bande sahélienne du Tchad.

**La dépréciation de la monnaie en Sierra Leone et en Guinée** limite l'accès convenable à une alimentation équilibrée aux ménages pauvres et très pauvres qui dépendent plus des marchés pour leur approvisionnement quotidien en denrées alimentaires.

### DISPONIBILITE

Les productions céréalières attendues dans la région sont estimées à 75,1 millions de tonnes, soit des hausses de 1,7% et 14,2% respectivement par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années. Cette hausse globale cache des disparités importantes entre les zones géographiques et en fonction des types de cultures. Les productions de mil, de sorgho et de blé sont en recul comparées à l'année passée. Des baisses de production céréalière sont prévues en Gambie (-13%), au Cap Vert (-11%), au Niger (-7%), en Sierra Léone (-7%) et au Sénégal (-4%) par rapport à l'année dernière. Les productions de racines et tubercules attendues sont estimées à 191 millions de tonnes, soit des hausses de 1,1% comparées à la campagne précédente et de 17,1% par rapport à la moyenne quinquennale.

Globalement, il est attendu une bonne disponibilité alimentaire au niveau de la région, en faveur notamment d'une bonne production agricole et de bons niveaux des stocks de report. Par ailleurs la persistance des difficultés d'accès aux pâturages naturels a affecté les moyens d'existence des ménages agropastoraux et pastoraux vivant dans les zones en insécurité au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Nigeria et au Tchad,.

### ACCES

Le niveau de fonctionnement global des marchés agricoles dans la région est satisfaisant avec les prix des produits céréaliers et des denrées de base en baisse significative comparativement à la moyenne quinquennale. Toutefois, à cause de l'inflation monétaire persistante et/ou des baisses de production suite à la mauvaise campagne agricole en Gambie, et en Sierra Léone, les prix sont nettement supérieurs à la moyenne quinquennale. Ce qui limite l'accès des ménages pauvres aux denrées de base et impacte très négativement leurs moyens d'existence. Les prix du bétail sont relativement stables dans l'ensemble. Toutefois, avec l'insécurité persistante dans plusieurs pays du Sahel et la fermeture de la frontière nigérienne, le commerce du bétail sera négativement affecté.

Les échanges commerciaux sont fortement perturbés dans les zones du Liptako-Gourma, notamment dans les régions du Sahel au Burkina Faso, de Mopti au Mali et de Tillabéri au Niger. Par ailleurs ils demeurent également

perturbés autour du bassin du Lac Tchad et dans les régions anglophones du Cameroun. En outre, la fermeture par le Nigeria de ces frontières terrestres a fortement limité le commerce transfrontalier, notamment avec le Benin et le Niger, occasionnant des pertes économiques et alimentaires affectant parfois des pays non frontaliers comme le Togo ou la Côte d'Ivoire.

## UTILISATION

Les mauvaises conditions d'utilisation des aliments explique en partie la détérioration de l'état nutritionnel des populations, notamment des enfants de moins de cinq ans, principalement, en raison de causes conjoncturelles telles que (i) les déficits quantitatifs et qualitatifs de consommation alimentaires, (ii) la perturbation du fonctionnement et de l'accès aux centres de santé et (iii) l'accès limité à l'eau potable. En particulier, dans la zone du Liptako-Gourma, la fermeture de plusieurs centres de santé, consécutive à la détérioration de la situation sécuritaire risque d'exacerber la situation nutritionnelle déjà critique.

## STABILITE

Les activités saisonnières des ménages, qui contribuent à renforcer à l'accès au revenu et à la nourriture, se dérouleront normalement dans la plupart des localités de la région. La disponibilité des aliments et l'accès à la nourriture des populations resteront dans l'ensemble stables entre octobre et décembre 2019, en faveur du niveau des récoltes en cours et du fonctionnement satisfaisant des marchés. Toutefois, l'accès aux aliments dans certaines zones pourrait être fortement perturbé par la situation sécuritaire préoccupante dans le bassin du lac Tchad, au nord du Mali, dans la boucle du Liptako-Gourma, dans les régions anglophones du Cameroun et dans les régions du Benin et du Niger qui sont frontalières avec le Nigeria. De plus, du fait de la dégradation continue de la situation sécuritaire depuis plusieurs années les ménages de la région subissent une forte érosion de leurs moyens d'existence.



## Méthodologie et limites de l'analyse

Le présent cycle d'analyse a été précédé, dans chaque pays, d'une formation de 4 jours sur le nouveau manuel du Cadre Harmonisé 2.0. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux (Services techniques, systèmes des Nations unies, ONG nationales et internationales), avec la facilitation de certains membres du Comité Technique Régional du CH (CILSS, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children) sur la base du nouveau support d'analyse. Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), le proxy calorique intégré, des enquêtes nutritionnelles (MAG- P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses ont été renforcées par la prise en compte de facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité civile, assistance humanitaire alimentaire, etc.) provenant des données collectées par les systèmes nationaux d'informations et de leurs partenaires.

Pour la première fois, une analyse spéciale de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë a été conduite dans certains camps de déplacés et réfugiés pour lesquels des données étaient disponibles. Au Nigeria, les camps formels de personnes déplacées internes situés dans les LGAs de Konduga, Dikwa, Jere, Maiduguri, Ngala, Bama, Damboa, Gwoza, Monguno ont fait l'objet d'une analyse spécifique. Egalement, les camps formels de réfugiés Maliens au Niger (Abala, Tabarey Berey, Mangaïzé dans la région de Tillabéri, Intikan dans la région de Tahoua et Sayam Forage dans la région de Diffa) ont pu être analysés.

Les populations vivant dans les camps formels estimés dans les différentes phases ne sont pas incluses dans les estimations des populations de leurs zones d'accueil. Il s'agit donc de populations vulnérables qui ont besoin d'une assistance continue tout au long de l'année et s'ajoutent de ce fait aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë de leurs zones d'accueil. Cependant, les personnes déplacées vivant dans les camps informels ou dans des familles d'accueil ont été analysées avec l'ensemble des populations résidentes.

Dans le cadre de l'application du manuel CH 2.0, il a été aussi possible de conduire l'analyse dans des zones



partiellement accessibles au Cameroun (dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest), au Nigeria (dans certains LGA de l'Etat de Borno et Yobe), au Niger (dans certains départements des régions de Tillabéri et Diffa) et au Burkina Faso (dans les provinces du Soum, du Yagha et de la Komandjari).

Le processus d'analyse a couvert au total, 922 zones dans 17 pays. Aussi, il faut noter 56 zones réparties dans certains pays n'ont pas été analysées par manque de données suffisantes répondant aux critères minimums définis dans le manuel du Cadre Harmonisé 2.0. Il s'agit de : 15 au Bénin, 5 au Cap Vert, 29 en Côte d'Ivoire, 1 en Gambie, 1 en Guinée, 1 au Ghana, 4 au Nigeria dans l'Etat de Borno. Par ailleurs, l'absence de données n'a pas permis de conduire l'analyse au Libéria

Les analyses nationales ont été revues et validées par le Comité Technique Régional du CH lors de l'atelier de consolidation, tenu du 18 au 23 novembre 2019 à Niamey, Niger. Cet atelier a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et procéder à leur validation. Ces travaux ont été réalisés par les représentants de CILSS, ACF, CSAO, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, EC-JRC, OXFAM, PAM, Save the Children et PNVRSA/MINADER du Cameroun.

La faible disponibilité de données désagrégées, selon le genre, n'ont pas permis de dérouler le protocole spécial du CH 2.0 relatif à l'intégration de la dimension genre.



## Recommandations pour action

Une action urgente est nécessaire pour répondre aux besoins des populations en situation de crise (Phase 3 du CH) et d'urgence (CH Phase 4). Cette action doit viser à sauver des vies, réduire les déficits de consommation alimentaire, protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition aigüe et les décès. Des interventions visant à améliorer la situation des populations en phase sous pression (Phase 2 du CH) sont nécessaires pour protéger les moyens d'existence des populations vulnérables et renforcer leurs capacités de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

### Aux états membres du CILSS, de la CEDEAO et de l'UEMOA et aux OIG :

- Apporter une assistance immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones classifiées en phases 3 et 4 « crise et urgence » notamment au Nord-Est du Nigeria, au Sud Est et à l'Ouest du Niger (finaliser les zones), le Nord et le Centre du Mali, en Guinée Bissau, au Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun,, au Nord du Burkina Faso et au centre Nord du Mali. Cette assistance doit inclure des aides alimentaires gratuites ciblées, des programmes de transferts monétaires et des ventes à prix modérés
- Préparer et anticiper la réponse à apporter pour la période de soudure 2020 dans ces mêmes zones et le long de la bande sahélienne du Tchad, à l'Est du Burkina, au sud et au Sud Est de la Mauritanie et en Sierra Leone.
- Garantir le déploiement de l'assistance alimentaire et humanitaire dans les zones à accès limité ;
- Poursuivre l'assistance alimentaire et non alimentaire continue au profit des réfugiés et des personnes déplacées internes en utilisant une approche prenant en compte l'ensemble de leurs besoins essentiels ;
- Renforcer immédiatement la disponibilité et l'accès aux aliments du bétail, à l'eau d'abreuvement et aux soins zoo sanitaires dans les zones ayant déficitaires en productions fourragères ;
- Sécuriser et faciliter les mouvements de transhumance des pasteurs et leurs troupeaux pour amoindrir les impacts des conflits communautaires ;
- Développer des actions de renforcement de la résilience au profit des populations sous pression (phase2) notamment faciliter l'accès aux intrants agricoles et la mise en œuvre des projets de filets sociaux en leur faveur ;
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition aigüe dans les zones où les taux critiques sont signalés, notamment en Mauritanie, au Tchad et au Mali.

### Surveillance et mises à jour :

- Mobiliser les ressources nécessaires au soutien du développement et de la mise en œuvre du Cadre Harmonisé (CH) dans les pays et au niveau régional ;
- Planifier et renforcer avec l'appui des partenaires le dispositif de veille et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour anticiper et répondre aux besoins des populations ;
- Renforcer les capacités et appuyer financièrement les services nationaux pourvoyeurs d'information à

- travers les budgets pour la réalisation des enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Renforcer le suivi et l'évaluation de l'impact des interventions des humanitaires sur le terrain ;

#### A l'endroit des partenaires technique et financier :

- Financer et mettre en œuvre les programmes d'assistance humanitaire immédiate aux populations en crise et urgence notamment dans les zones précédemment citées.
- Appuyer techniquement et financièrement les dispositifs nationaux de suivi et de collecte de données pour la réalisation d'évaluations et d'enquêtes dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de préparer la réponse pour la période de soudure 2020 ;
- Accompagner les pays à mettre en place un dispositif durable de collecte de données de sécurité alimentaire et nutritionnelle performant, dans un contexte sécuritaire de plus en plus difficile.

### Contacts

**Centre régional AGRHYMET**, Niamey Niger BP 11011 téléphone : +227 20 31 53 16/20 31 54 36 –  
Fax :+227 20 31 54 35 Email : [administration.agrhymet@cilss.int](mailto:administration.agrhymet@cilss.int) Web : [www.agrhymet.cilss.int](http://www.agrhymet.cilss.int)

**Baoua Issoufou**, Expert analyste en Cadre Harmonisé, Centre régional AGRHYMET, Niamey Niger BP 11011 téléphone : +227 20 31 53 16 GSM : +227 96 52 08 54 Email : [issoufou.baoua@cilss.int](mailto:issoufou.baoua@cilss.int) ou [issoubaoua@gmail.com](mailto:issoubaoua@gmail.com)

#### Logo des Partenaires de l'analyse

